

**Conseil économique et social**

Distr. générale
25 juin 2008
Français
Original : anglais

Réunion spéciale consacrée à la crise alimentaire mondiale

New York, 20 mai 2008

**Lettre datée du 13 juin 2008, adressée au Président
du Conseil économique et social par le Représentant
permanent du Brésil auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte du message de M. Luiz Inácio Lula da Silva, Président de la République fédérative du Brésil, à l'occasion de la Réunion spéciale du Conseil économique et social consacrée à la crise alimentaire mondiale, qui s'est tenue du 20 au 22 mai 2008 (voir l'annexe).

Je vous serais obligée de bien vouloir le faire publier comme document du Conseil économique et social et le faire distribuer à toutes les missions permanentes et missions permanentes d'observation auprès de l'Organisation.

L'Ambassadrice,
Représentante permanente du Brésil
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Maria Luiza Ribeiro **Viotti**



**Annexe à la lettre datée du 13 juin 2008 adressée
au Président du Conseil économique et social
par le Représentant permanent du Brésil
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je tiens tout d'abord à féliciter M. l'Ambassadeur Léo Mérorès, Président du Conseil économique et social et Représentant permanent d'Haïti, pour avoir convoqué la présente réunion. Qu'il me soit permis aussi de saluer le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, ainsi que les représentants permanents, les délégations et les hauts fonctionnaires des Nations Unies qui y assistent.

Dès le premier jour de mon entrée en fonctions, je me suis consacré au combat contre la faim et la pauvreté, tant au Brésil que partout ailleurs dans le monde.

Voilà près de quatre ans que nous avons, ici même, lancé la campagne d'action internationale contre la faim et la pauvreté. Notre mobilisation a porté ses fruits, notamment pour ce qui est de la santé. Nous n'en sommes pas moins conscients qu'il reste encore beaucoup à faire.

Or, la tâche que nous avons à accomplir a pris une tournure plus dramatique du fait de la récente hausse des prix des denrées alimentaires, qui touche le monde entier. On a assisté, partout sur la planète, à des manifestations de femmes et d'hommes affamés, qui, dans certains cas, ont failli ébranler les institutions. Le risque de voir éclater une catastrophe humanitaire de grande ampleur est bien réel.

Aujourd'hui, avant même que ce sombre scénario ne soit devenu réalité, la hausse des prix touche déjà les plus pauvres d'entre les pauvres, ceux qui, proportionnellement, dépensent la plus grande part de leurs revenus pour se nourrir. La perspective d'un recul dans la lutte contre la faim et la malnutrition semble repousser d'autant la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Il nous faut agir sur plusieurs fronts. Il faut de toute urgence circonscrire les effets les plus préjudiciables de la crise. Le Brésil y contribue en Haïti, pays auquel il fournit une assistance alimentaire et où il aide au relèvement du secteur agricole.

Il faut aussi d'urgence analyser les causes du problème afin de mieux s'y attaquer. La question est complexe et elle doit être examinée objectivement et sans passion, en évitant de tirer des conclusions hâtives. Le mois dernier, à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, a fait observer à juste titre que cette crise avait des causes multiples.

La hausse des cours du pétrole et, par voie de conséquence, des engrais, de l'énergie et des transports a eu des effets considérables sur les coûts de production des denrées alimentaires. Les fluctuations saisonnières, aggravées par de mauvaises récoltes dues aux conditions climatiques, sont aussi une variable à prendre en compte dans cette équation à plusieurs inconnues. Le réalignment des taux de change et la spéculation financière sur les produits de base ont aussi pesé sur la situation.

Il ne faudrait toutefois pas que les tensions inquiétantes qui s'exercent sur les stocks alimentaires mondiaux nous empêchent de voir un phénomène nouveau dont on ne peut que se réjouir : dans plusieurs pays en développement, de plus en plus de gens mangent plus et mieux.

Le cercle s'agrandit sans cesse des personnes qu'il faut nourrir, et il est clair que les structures et les pratiques internationales ne permettent pas d'intégrer facilement ces nouveaux consommateurs. Il nous faut augmenter la production vivrière et mieux distribuer les denrées alimentaires. Mais surtout, il importe de créer les conditions qui permettront aux pays pauvres de produire eux-mêmes les aliments dont ils ont besoin.

La faim se propage dans les pays les plus pauvres, qui sont doublement vulnérables parce qu'ils n'ont pas les moyens d'importer des denrées dont le prix ne cesse d'augmenter, mais ne sont pas en mesure de les produire eux-mêmes en quantité suffisante pour nourrir leur population.

Comment expliquer que des pays dotés de terres agricoles étendues n'ont pas suffisamment investi dans l'agriculture vivrière pour assurer ne serait-ce que la subsistance de leur population? La réponse est à chercher dans les distorsions du commerce international des produits agricoles, et tout particulièrement dans le protectionnisme que les pays industrialisés pratiquent depuis des décennies, voire des siècles. Les paysans pauvres ne sont pas en mesure de concurrencer les exploitants agricoles des pays riches, qui reçoivent, eux, des subventions de plusieurs millions. Dans l'impossibilité d'assurer leur propre subsistance, les paysans sont devenus, dans beaucoup de pays pauvres, tributaires de l'importation de denrées alimentaires et de l'aide extérieure. Les subventions agricoles récompensent l'inefficacité économique, perpétuent les privilèges de quelques-uns et ajoutent à la faim de beaucoup d'autres.

C'est parce qu'il faut supprimer ces distorsions que le Brésil s'emploie à trouver une issue équilibrée au cycle de négociations de Doha. Nous sommes en faveur d'un accord aux termes duquel le commerce des produits agricoles sera, de manière irréversible, régi par les règles multilatérales de l'Organisation mondiale du commerce.

Il est indispensable de faire respecter des règles équitables de commerce international des produits agricoles, faute de quoi on ne pourra ni éliminer la faim dans le monde, ni s'attaquer à l'un des défis cruciaux qui se posent à nous : assurer la sécurité énergétique tout en préservant l'environnement.

Il faut lever le masque sur les campagnes menées par ceux qui profitent du protectionnisme et par les groupes d'intérêt pétroliers en vue de diaboliser les biocarburants, qu'ils accusent d'être responsables aussi bien de la hausse des denrées alimentaires que du réchauffement climatique.

C'est faire fi des succès obtenus par le Brésil en matière de production d'éthanol à partir de la canne à sucre. Au cours des 30 dernières années, le Brésil est parvenu à réduire spectaculairement ses émissions de gaz carbonique tout en amenuisant la demande d'énergie fossile, au point qu'il a quasiment atteint l'autosuffisance énergétique. Or, ceci ne s'est pas fait au détriment de la production vivrière. Bien au contraire, au cours de cette période, la production agricole, y compris pour ce qui est de la canne à sucre, a augmenté de manière exponentielle, grâce à des gains de productivité.

Pour lutter contre la faim et la pauvreté, il faut en tout premier lieu libérer les potentialités des pays les plus vulnérables en matière de production alimentaire. Le Brésil y contribue. Nous avons massivement investi dans la recherche et dans l'amélioration des cultures et nous mettons notre expérience et nos connaissances à

la disposition des autres pays en développement, comme en atteste l'ouverture d'un bureau de l'Office brésilien pour la recherche agricole à Accra en 2007.

Les biocarburants peuvent être particulièrement intéressants pour ce qui est de réduire la vulnérabilité énergétique. Qui plus est, ils constituent une source d'énergie non polluante, bon marché et renouvelable, et ils permettent de créer des emplois et des revenus, notamment en milieu rural, où ils contribuent à l'expansion de l'agriculture. Dans ces conditions, pourquoi les importations d'éthanol sont-elles grevées de droits quand celles de pétrole en sont exemptées, et ce alors même que la communauté internationale s'emploie à trouver des carburants qui se substitueraient aux combustibles fossiles?

Le Brésil n'entend pas imposer son modèle. Nous voulons que l'intérêt des biocarburants soit évalué en fonction des réalités propres à chaque pays. Introduits de manière réfléchie, ces carburants pourraient préserver des pays de l'insécurité alimentaire et énergétique. Face à la hausse brutale du prix de l'énergie et aux répercussions des changements climatiques, ce serait faire preuve d'irresponsabilité que d'exclure, à cause de simples préjugés, une option stratégique pour des pays dénués de ressources pétrolières et alimentaires et qui n'ont pas les moyens d'en importer.

Le Brésil ne refusera pas le débat, bien au contraire. J'ai ainsi invité des responsables politiques, des scientifiques et des représentants de la société civile de tous les pays intéressés à prendre part à une conférence internationale sur les biocarburants qui se tiendra à Sao Paulo en novembre prochain.

L'examen approfondi et objectif de tous les aspects de cette question contribuera de manière appréciable à l'instauration d'un véritable partenariat mondial au service du développement durable. Œuvrons ensemble à la dignité et la prospérité pour tous, en assurant la sécurité énergétique et en préservant la planète pour les générations à venir.

La réalisation de cette ambition, Monsieur le Président, exige le concours de l'ONU et, plus précisément, du Conseil économique et social. Je souhaite que vos travaux soient couronnés de succès.
